

Art. 2. Ces 342,5 agents sont répartis de la manière suivante :

Personnel de niveau A : 112,5.

Personnel de niveau B : 32,5.

Personnel de niveau C : 28,5.

Personnel de niveau D : 42.

Personnel de niveau E : 127.

Art. 3. L'engagement ou le maintien en service des membres du personnel contractuel visés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté ne pourra aller au-delà du 31 décembre 2007.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Art. 5. La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie
et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Art. 2. Deze 342,5 personeelsleden worden verdeeld als volgt :

Personeel van niveau A : 112,5.

Personeel van niveau B : 32,5.

Personeel van niveau C : 28,5.

Personeel van niveau D : 42.

Personeel van niveau E : 127.

Art. 3. Het in dienst nemen of houden van de contractuele personeelsleden bedoeld bij de artikelen 1 en 2 van dit besluit blijft beperkt tot 31 december 2007.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 2006.

De Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1288

[C - 2007/31118]

1^{er} MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modèles du formulaire de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles, notamment l'article 10;

Vu l'ordonnance du 1^{er} mars 2007 modifiant l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles;

Sur la proposition du Ministre chargé des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Article 1^{er}. Pour l'exercice 2007 et pour les exercices suivants les modèles du formulaire de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles sont déterminés aux annexes du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2007.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
G. VANHENGEL

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1288

[C - 2007/31118]

1 MAART 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de ordonnantie van 1 maart 2007 tot wijziging van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen;

Op voordracht van de Minister belast met Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het belastingjaar 2007 en voor de volgende belastingjaren worden de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen vastgesteld in de bijlagen van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 2007.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

immeuble bâti pour lequel la taxe est due



MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Administration des Finances et du Budget

nom et adresse du redevable

Taxe Régionale

A RAPPELER DANS
TOUTE
CORRESPONDANCE

N° DE REFERENCE

A RENVOYER AVANT LE

Téléphone :

DECLARATION

Taxe régionale à charge des propriétaires et des titulaires de droits réels sur des immeubles bâtis non affectés à la résidence - Ordonnance du 23/07/92, modifiée par les ordonnances du 17/07/97, du 20/05/98 et du 23/05/01 (MB du 01/08/92, du 10/09/97, du 12/08/98 et du 22/03/02), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13/12/01 portant introduction de l'euro (MB du 26/02/02) et les ordonnances du 21/02/02, du 03/04/03 et du 01/03/07 (MB du 13/03/02, du 24/04/03 et du/..) - ART.3,1,C

L'ordonnance prévoit pour cette taxe régionale en l'introduction d'un formulaire de déclaration dûment complété et signé
Situation de l'immeuble au **1er janvier de cette année.**

1. S'il n'y a pas eu de changement au 1er janvier de cet exercice, nous vous demandons de signer dans le cadre ci-dessous :

RESUME DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS POUR LE DERNIER EXERCICE :**SURFACE :**

La surface TOTALE de l'immeuble bâti mentionné
ci-dessus s'élève à :

m²

La partie de cette surface qui est affectée à la
résidence et/ou aux activités exonérées (art. 4,
§§ 3 et 3bis)

- m²

La surface taxable brute, s'élève à :

m²**AFFECTATION :**

Plus de 50% de la surface non affectée à la résidence
sert à des activités industrielles ou artisanales :
NON

REVENU CADASTRAL :

Votre R.C. non-indexé s'élève à : € :

Le soussigné,, déclare qu'au 1er janvier de cet exercice il n'y a pas eu de changements par rapport aux données susmentionnées, ni de modifications par rapport à l'occupation des lieux.

Date :

Signature :

2. Si des changements sont intervenus au 1er janvier de cet exercice, veuillez utiliser le formulaire de déclaration au verso.

Sanctions :

Si vous ne renvoyez pas ce formulaire avant la date prévue, nous procéderons à la taxation d'office sur base des éléments en notre possession (art. 14, en dernière page). Veuillez noter également qu'une majoration de 10% du montant de la taxe due est prévue en cas de refus d'information ou de communication de renseignements inexacts ou incomplets (art.15, en dernière page).

Renseignements :

Pour tout renseignement complémentaire, nos services restent à votre disposition au n° de téléphone susmentionné de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1030 Bruxelles, de 9h à 11h30, *sur rendez-vous préalable*. Tout courrier doit être adressé au **Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles**, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

U kan een Nederlandstalig formulier aanvragen
op het bovenvermelde telefoonnummer

E. De Herdt
Le fonctionnaire délégué

DETERMINEZ VOTRE SITUATION EN ENTOURANT LE OUI OU LE NON ET SUIVEZ LES FLECHES CORRESPONDANTES

Au 1er janvier de cette année (voir verso) vous étiez propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur l'immeuble bâti (ou une partie de celui-ci) situé à l'adresse indiquée à la page précédente

OUI NON

La surface totale (logement compris) de l'immeuble (ou partie de celui-ci) comporte moins de 300m² (total de tous les niveaux).

NON OUI

Cet immeuble (ou partie de celui-ci) est exclusivement affecté à la résidence

NON OUI

Veillez inscrire le nom et l'adresse du nouveau propriétaire ou du titulaire d'un droit réel sur l'immeuble et joindre une copie de l'acte de cession de droits réels (acte de vente notarié enregistré, ...)

NOM
 Rue N° Boîte
 Code postal Commune
 Date

Veillez inscrire le nom des occupants, ainsi que la surface occupée et indiquer l'affectation des surfaces par occupants (cochez dans la rubrique correspondante) (*)

Identité des occupants	N° de tél. (éventuellement)	surface occupée (en m ²)	Surface		
			Affectée à la résidence	Affectée à des activités exonérées (**)	Affectée à d'autres activités

(*) si nécessaire, ajoutez une annexe ou utilisez une liste existante pour votre facilité (**) voir art. 4, §§ 3 et 3 bis, au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Surface totale de l'immeuble

A m²

Partie affectée à la résidence

B m²

Partie affectée à des activités exonérées(*)

C m²

Solde (D=A-B-C)

D m²

Partie du solde (D) affectée à des activités industrielles ou artisanales exprimée en pourcents

% %

(*) voir art. 4, §§ 3 et 3 bis, au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Le Revenu Cadastral (RC) non-indexé de votre bien s'élève à

EUR

Le RC non-indexé est mentionné sur l'avis d'assiette extrait de rôle en matière de précompte immobilier. Si votre RC a été modifié depuis votre déclaration précédente, nous vous prions de joindre une copie de la notification de la décision de l'Administration du Cadastre

Veillez décrire l'activité industrielle ou artisanale:

.....

Le Revenu Cadastral (RC) non-indexé de votre bien s'élève à

EUR

Le RC non-indexé est mentionné sur l'avis d'assiette extrait de rôle en matière de précompte immobilier. Si votre RC a été modifié depuis votre déclaration précédente, nous vous prions de joindre une copie de la notification de la décision de l'Administration du Cadastre

SIGNATURE

Fait à le / /

TEL: /

N° D'ENTREPRISE B.C.E. (ou TVA) :

Article 2 - A partir de l'exercice 1993, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3, § 1^{er}, c) - La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier [, du superficiaire](***) ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8, § 1^{er} - La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1^{er}, c) est fixée, par immeuble bâti, à € 6,36 (*) le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 2500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales (ord. 20 mai 98), sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral (**), afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8 § 2 - Pour la détermination des surfaces visées au § 1^{er} ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10 - La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1^{er}, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14, § 1^{er} - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15 - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10% du montant de la taxe due.

EXONERATIONS

Article 4, § 3 - La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles:

- 1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;
- 2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de laïcité;
- 3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, oeuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre, menées par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucre, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4, § 3bis - La taxe dont question à l'article 8, n'est pas due pour les immeubles où se tiennent de manière régulière des séances plénières du parlement européen, d'une chambre fédérale, d'un conseil régional, d'un conseil de communauté, d'une assemblée de commission communautaire, d'un conseil provincial, d'un conseil communal, d'un conseil de l'aide sociale.

Article 4, § 4 - Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale modifiée en dernier lieu par l'ordonnance du 03/04/03, peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles.

(*) actuellement 7,01 EUR (art. 7, 1°, de l'ordonnance du 21/02/02)

(**) revenu cadastral indexé (coefficient d'indexation afférent à l'exercice précédant l'exercice d'imposition)(art. 7, 2° et 3° de l'ordonnance du 21/02/02)

(***) inséré par l'ordonnance du 1/03/07

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} mars 2007 déterminant les modèles du formulaire de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances

G. VANHENGEL

immeuble bâti pour lequel la taxe est due



MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Administration des Finances et du Budget

nom et adresse du redevable

Taxe Régionale

**A RAPPELER DANS
TOUTE
CORRESPONDANCE**

N° DE RÉFÉRENCE

A RENVOYER AVANT LE

Téléphone :

DECLARATION

Taxe régionale à charge des propriétaires et des titulaires de droits réels sur des immeubles bâtis non affectés à la résidence - Ordonnance du 23/07/92, modifiée par les ordonnances du 17/07/97, du 20/05/98 et du 23/05/01 (MB du 01/08/92, du 10/09/97, du 12/08/98 et du 22/03/02), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13/12/01 portant introduction de l'euro (MB du 26/02/02) et les ordonnances du 21/02/02, du 03/04/03 et du 01/03/07 (MB du 13/03/02, du 24/04/03 et du ../../..) - ART.3,1,C

Chaque propriétaire, ou chaque titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un immeuble bâti, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, qui n'est pas affecté à la résidence principale ou secondaire, est tenu de remplir un formulaire de déclaration. Le formulaire doit être dûment complété, signé et renvoyé dans les trente jours de son envoi (voir art. 3, § 1, c et 10 en dernière page).

Non taxable :

Les immeubles ou parties d'immeubles bâtis, affectés à la première ou seconde résidence ne sont pas taxables dans le cadre de la taxe prévue à l'art. 3, § 1, c.

En ce qui concerne les surfaces affectées à des activités artisanales ou industrielles, les 2 500 premiers m² ne sont pas pris en considération pour le calcul de la taxe. Pour les surfaces affectées à d'autres activités, les 300 premiers m² ne sont pas pris en considération (pour le calcul de la taxe voir l'art. 8 en dernière page).

Exonérations :

La liste exhaustive des exonérations se trouve à l'art. 4, §§ 3 et 3bis, repris en dernière page de ce formulaire.

Sanctions :

Si vous ne renvoyez pas ce formulaire avant la date prévue, nous procéderons à la taxation d'office sur base des éléments en notre possession (art. 14, en dernier page). Veuillez noter également qu'une majoration de 10% du montant de la taxe due est prévue en cas de refus d'information ou de communication de renseignements inexacts ou incomplets (art. 15, en dernière page).

Renseignements :

Pour tout renseignement complémentaire, nos services restent à votre disposition au n° de téléphone susmentionné de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1030 Bruxelles, de 9h à 11h30 sur rendez-vous préalable. Tout courrier doit être adressé au **Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles**, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

Si vous n'êtes plus propriétaire du bien susmentionné ou si vous estimez ne pas être redevable de cette taxe, nous vous prions de quand-même vouloir nous renvoyer ce formulaire dûment complété.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

E. De Herdt

Le fonctionnaire délégué

U kan een Nederlandstalig formulier aanvragen
op het bovenvermelde telefoonnummer

Article 2 - A partir de l'exercice 1993, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3, § 1^{er}, c) - La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier [, du superficiaire](***) ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8, § 1^{er} - La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1^{er}, c) est fixée, par immeuble bâti, à € 6,36 (*) le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 2500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales (ord. 20 mai 98), sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral (**), afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8 § 2 - Pour la détermination des surfaces visées au § 1^{er} ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10 - La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1^{er}, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14, § 1^{er} - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15 - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10% du montant de la taxe due.

EXONERATIONS

Article 4, § 3 - La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles:

- 1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;
- 2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de laïcité;
- 3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, oeuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre, menées par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucre, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4, § 3bis - La taxe dont question à l'article 8, n'est pas due pour les immeubles où se tiennent de manière régulière des séances plénières du parlement européen, d'une chambre fédérale, d'un conseil régional, d'un conseil de communauté, d'une assemblée de commission communautaire, d'un conseil provincial, d'un conseil communal, d'un conseil de l'aide sociale.

Article 4, § 4 - Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale modifiée en dernier lieu par l'ordonnance du 03/04/03, peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles.

(*) actuellement 7,01 EUR (art. 7, 1°, de l'ordonnance du 21/02/02)

(**) revenu cadastral indexé (coefficient d'indexation afférent à l'exercice précédant l'exercice d'imposition)(art. 7, 2° et 3° de l'ordonnance du 21/02/02)

(***) inséré par l'ordonnance du 1/03/07

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} mars 2007 déterminant les modèles du formulaire de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances

G. VANHENGEL

Bebouwde eigendom waarvoor de belasting verschuldigd is



MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Bestuur Financiën en Begroting

Naam en adres van de belastingplichtige

Gewestbelasting

TE VERMELDEN BIJ
ELKE
BRIEFWISSELING

REFERENTIENUMMER

TERUG TE STUREN VOOR

Telefoon :

AANGIFTE

Gewestbelasting ten laste van de eigenaar of houder van een zakelijk recht op een bebouwde eigendom die niet voor bewoning bestemd is - Ordonnantie van 23/07/92, zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17/07/97, 20/05/98 en 23/05/01 (BS van 01/08/92, 10/09/97, 12/08/98 en 22/03/02), het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13/12/01 tot invoering van de euro (BS van 26/02/02) en de ordonnanties van 21/02/02, 03/04/03 en 01/03/07 (BS van 13/03/02, 24/04/03 en/..) - ART. 3,1,C

De ordonnantie voorziet voor deze gewestbelasting in de indiening van een behoorlijk ingevuld en ondertekend aangifteformulier

Toestand van het gebouw op 1 januari van dit jaar.

1. Indien er geen wijzigingen zijn opgetreden op 1 januari van dit belastingjaar, vragen wij U te tekenen in onderstaande kader :

SAMENVATTING VAN DE VERSCHAFTE INLICHTINGEN VOOR HET LAATSTE BELASTINGJAAR :**OPPERVLAKTE :**De TOTALE oppervlakte van de bovenstaande bebouwde eigendom bedraagt : m²Het gedeelte van deze oppervlakte dat bestemd is voor bewoning en/of vrijgestelde activiteiten (art. 4, §§ 3 en 3bis) - m²De bruto belastbare oppervlakte bedraagt : m²**BESTEMMING :**

Meer dan 50% van het niet-bewoonde gedeelte wordt gebruikt voor industriële of ambachtelijke activiteiten :

NEEN

KADASTRAAL INKOMEN :

Uw niet-geïndexeerd K.I. bedraagt : €

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat er op 1 januari van dit belastingjaar geen veranderingen zijn opgetreden in de bovenstaande gegevens, noch veranderingen ten opzichte van bezetting van het gebouw

Datum :

Handtekening :

2. Indien er wél wijzigingen zijn opgetreden op 1 januari van dit belastingjaar dient u de binnenzijde van dit formulier in te vullen .

Sancties :

Indien u dit formulier niet teruggezonden heeft op hogervermelde datum, zullen wij u ambtshalve belasten op basis van de elementen in ons bezit (zie art. 14 op laatste pagina). Gelieve ook rekening te houden met een mogelijke verhoging van de door u verschuldigde belasting indien u ons verkeerde of onvolledige inlichtingen verstrekt of weigert informatie te verschaffen (zie art.15 op laatste pagina).

Inlichtingen :

Voor nadere inlichtingen kan u terecht bij onze diensten op het bovenvermeld telefoonnummer van 9u tot 12u en van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1030 Brussel, van 9u tot 11u30, *na voorafgaande afspraak*. Gelieve elke briefwisseling te sturen naar het **Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel**, met vermelding van het bovenstaand referentienummer.

Hoogachtend,

Un formulaire en français peut être obtenu sur simple demande au n° de tél. ci-dessus

E. De Herdt
De gemachtigde ambtenaar

BEPAAU UW TOESTAND DOOR JA OF NEEN TE: OMKADEREN EN VOLG DE OVEREENSTEMMENDEN PIJLEN

Op 1 januari van dit jaar (zie keerzijde) was u eigenaar of houder van een zakelijk recht op het bebouwd onroerend goed (of gedeelte ervan), gelegen op het adres aangeduid op keerzijde

JA → NEEN →

Dit gebouw (of gedeelte ervan) is uitsluitend bestemd voor huisvesting

NEEN → JA →

De totale oppervlakte (huisvesting inbegrepen) van het gebouw bedraagt minder dan 300 m² (totaal van alle verdiepingen).

NEEN → JA →

Naam en adres van de nieuwe eigenaar aanduiden, alsook de datum van de akte en een kopie van het officieel bewijs van overdracht toevoegen (geregistreerde notariële verkoopsakte, overschrijving erfpacht, ...)

NAAM Nr Bus
 Straat Gemeente
 Postnummer Datum

Gedeeft van het saldo (D) bestemd voor industriële of ambachtelijke activiteiten uitgedrukt in procent

[%]

(*) zie art. 4, §§ 3 en 3bis, op keerzijde - gelieve bewijs toe te voegen

Gedeeft van het saldo (D) bestemd voor industriële of ambachtelijke activiteiten

Bestemd voor huisvesting

Bestemd voor vrijgestelde activiteiten(**)

Bestemd voor industriële of ambachtelijke activiteiten

Bestemd voor andere activiteiten

bezetste oppervlakte (in m²)

Tel. nr. (eventueel)

Identiteit van de bezetters

Gedeeft van de eigendom m² A

Gedeeft bestemd voor bewoning m² B

Gedeeft bestemd voor vrijgestelde activiteiten m² C

Saldo (D=A-B-C) m² D

Gedeeft van het onroerend goed bedraagt (*)

EUR

Het niet-geïndexeerd Kadastraal Inkomen (KI) van uw onroerend goed bedraagt (*)

Handtekening: _____

TEL: /
 Ondernemingsnr KBO (of BTW):

Gedeeft van de industriële of ambachtelijke activiteit te beschrijven:

(*) Indien nodig, gebruik een bijlage of een bestaande lijst voor uw gemak (**) zie art. 4, §§ 3 en 3bis, op keerzijde - gelieve bewijs toe te voegen

Artikel 2 - Vanaf het belastingjaar 1993 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezetters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3, § 1, c) - De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker [, de opstalhouder](***) of de houder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8, § 1 - De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, §1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op € 6,36 (*) per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 2500 vierkante meter (ord. 20 mei 1998), zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14% van het (**) kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8, § 2 - Voor de vaststelling van de in §1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenmuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10 - Het Gewest zendt de in artikel 3, §1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt. De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14, § 1 - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover ze beschikken.

Artikel 15 - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te hunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10% van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN:

Artikel 4, § 3 - De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

- 1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;
- 2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;
- 3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;
- 4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;
- 5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderopvang te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "l'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4, § 3bis - De belasting bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen waar regelmatig de plenaire vergaderingen van het Europese parlement, een federale kamer, een gewestraad, een gemeenschapsraad, een raad van een gemeenschapscommissie, een provincieraad, een gemeenteraad, een raad voor maatschappelijk welzijn worden gehouden.

Artikel 4, § 4 - De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting, laatst gewijzigd door de ordonnantie van 03/04/03 kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel.

(*) thans 7,01 EUR (art. 7,1° van de ordonnantie 21/02/02)

(**) geïndexeerd kadastraal inkomen (indexcoëfficiënt van het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat) (art. 7,2° en 3° van de ordonnantie van 21/02/02)

(***) ingevoegd door de ordonnantie van 1/03/07

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 maart 2007 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Financiën

G. VANHENGEL

Bebouwde eigendom waarvoor de belasting verschuldigd is



MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Bestuur Financiën en Begroting

Naam en adres van de belastingplichtige

Gewestbelasting

TE VERMELDEN BIJ
ELKE
BRIEFWISSELING

REFERENTIENUMMER

TERUG TE STUREN VOOR

Telefoon :

AANGIFTE

Gewestbelasting ten laste van de eigenaar of houder van een zakelijk recht op een bebouwde eigendom die niet voor bewoning bestemd is - Ordonnantie van 23/07/92, zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17/07/97, 20/05/98 en 23/05/01 (BS van 01/08/92, 10/09/97, 12/08/98 en 22/03/02), het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13/12/01 tot invoering van de euro (BS van 26/02/02) en de ordonnanties van 21/02/02, 03/04/03 en 01/03/07 (BS van 13/03/02, 24/04/03 en/..) - ART. 3,1,C

Elke eigenaar, of elke houder van een zakelijk recht op een bebouwd onroerend goed, of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat niet bestemd is voor eerste of tweede verblijfplaats is gehouden een aangifteformulier in te dienen. U dient dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending (zie art. 3, § 1, c en 10 op achterzijde).

Niet belastbaar :

De bebouwde onroerende goederen, of gedeelten ervan, bestemd voor eerste of tweede verblijfplaats vallen buiten de belasting bedoeld in art. 3, § 1, c. Wat betreft de oppervlakten bestemd voor ambachtelijke of industriële activiteiten komen de eerste 2 500 m² niet in aanmerking voor de berekening van de belasting. Voor oppervlakten bestemd voor andere activiteiten komen de eerste 300 m² niet in aanmerking (voor de berekening zie art. 8 op achterzijde)

Vrijstellingen :

U vindt de volledige lijst van de vrijstellingen in art. 4, §§ 3 en 3bis, hernomen op de achterzijde van dit formulier.

Sancties :

Indien u dit formulier niet teruggezonden heeft op hogervermelde datum, zullen wij u ambtshalve belasten op basis van de elementen in ons bezit (zie art. 14 op achterzijde). Gelieve ook rekening te houden met een mogelijke verhoging met 10% van de door u verschuldigde belasting indien u ons verkeerde of onvolledige inlichtingen verstrekt of weigert informatie te verschaffen (zie art. 15 op achterzijde).

Inlichtingen :

Voor nadere inlichtingen kan u terecht bij onze diensten op het bovenvermeld telefoonnummer van 9u tot 12u en van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1030 Brussel, van 9u tot 11u30 na voorafgaande afspraak. Gelieve elke briefwisseling te sturen naar het **Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel**, met vermelding van het bovenstaand referentienummer.

Indien u geen eigenaar meer bent van het hogervermeld goed of indien u meent deze belasting niet verschuldigd te zijn, vul dan toch dit formulier correct in en stuur het ons terug.

Hoogachtend,

Un formulaire en français peut être obtenu
sur simple demande au n° de tél. ci-dessus

E. De Herdt
De gemachtigde ambtenaar

BEPAAU UW TOESTAND DOOR JA OF NEEU TE: OMKADEREN EN VOLG DE OVEREENSTEMMENE PIJLEN

Op 1 januari van dit jaar (zie keerzijde) was u eigenaar of houder van een zakelijk recht op het bebouwd onroerend goed (of gedeelte ervan), gelegen op het adres aangeduid op keerzijde

JA

NEEN

Dit gebouw (of gedeelte ervan) is uitsluitend bestemd voor huisvesting

NEEN

JA

De totale oppervlakte (huisvesting inbegrepen) van het gebouw bedraagt minder dan 300 m² (totaal van alle verdiepingen).

NEEN

JA

Naam en adres van de nieuwe eigenaar aanduiden, alsook de datum van de akte en een kopie van het officieel bewijs van overdracht toevoegen (geregistreerde notariële verkoopsakte, overschrijving erfpacht, ...)

NAAM

Straat

Postnummer

Datum

Nr

Gemeente

Bus

Gelieve de naam van de bezetters, de bezette oppervlakte alsmede de bestemming per bezetter aan te geven (aankruisen wat van toepassing is in de overeenstemmende kolom) (*)

Identiteit van de bezetters	Tel. nr. (eventueel)	bezette oppervlakte (in m ²)	Oppervlakte			
			Bestemd voor huisvesting	Bestemd voor vrijgestelde activiteiten(**)	Bestemd voor industriële of ambachtelijke activiteiten	Bestemd voor andere activiteiten

(*) Indien nodig, gebruik een bijlage of een bestaande lijst voor uw gemak (**) zie art. 4, §§ 3 en 3bis, op keerzijde - gelieve bewijs toe te voegen

Totale oppervlakte van de eigendom	A	m ²
Gedeelte bestemd voor bewoning	B	m ²
Gedeelte bestemd voor vrijgestelde activiteiten (*)	C	m ²
Saldo (D=A-B-C)	D	m ²
Gedeelte van het saldo (D) bestemd voor industriële of ambachtelijke activiteiten uitgedrukt in procent		%

(*) zie art. 4, §§ 3 en 3bis, op keerzijde - gelieve bewijs toe te voegen

Het niet-geïndexeerd Kadastraal Inkomen (KI) van uw onroerend goed bedraagt (*)

EUR

(*) Kopie van het uittreksel van de kadastrale legger toevoegen indien het KI gewijzigd is sinds uw vorige aangiften. Het niet-geïndexeerd KI staat vermeld op het aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing.

Opgemaakt te, op / /

HANDTEKENING:

TEL:

ONDERNEMINGSNR KBO (of BTW):

Gelieve de industriële of ambachtelijke activiteit te beschrijven:

.....

.....

.....

Artikel 2 - Vanaf het belastingjaar 1993 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezetters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3, § 1, c) - De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker [, de opstalhouder](***) of de houder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8, § 1 - De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, §1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op € 6,36 (*) per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 2500 vierkante meter (ord. 20 mei 1998), zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14% van het (**) kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8, § 2 - Voor de vaststelling van de in §1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenmuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10 - Het Gewest zendt de in artikel 3, §1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt. De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14, § 1 - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover ze beschikken.

Artikel 15 - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te hunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10% van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN:

Artikel 4, § 3 - De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

- 1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;
- 2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;
- 3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;
- 4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;
- 5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderopvang te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "l'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4, § 3bis - De belasting bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen waar regelmatig de plenaire vergaderingen van het Europese parlement, een federale kamer, een gewestraad, een gemeenschapsraad, een raad van een gemeenschapscommissie, een provincieraad, een gemeenteraad, een raad voor maatschappelijk welzijn worden gehouden.

Artikel 4, § 4 - De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting, laatst gewijzigd door de ordonnantie van 03/04/03 kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel.

(*) thans 7,01 EUR (art. 7,1° van de ordonnantie 21/02/02)

(**) geïndexeerd kadastraal inkomen (indexcoëfficiënt van het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat) (art. 7,2° en 3° van de ordonnantie van 21/02/02)

(***) ingevoegd door de ordonnantie van 1/03/07

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 maart 2007 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Financiën

G. VANHENGEL